

N° de dossier : _____

**COUR DU BANC DE LA REINE
(Division de la famille/civile)
CENTRE de _____**

ENTRE :

- et -

requérant(e),

intimé(e).

**AVIS DE REQUÊTE
EN ANNULATION, MODIFICATION OU RÉVOCATION
UNE ORDONNANCE DE PROTECTION**

Date d'audience : _____

(Vos nom complet, adresse et numéro de téléphone)

**COUR DU BANC DE LA REINE
(Division de la famille/civile)
CENTRE de _____**

ENTRE :

requérant(e),

- et -

intimé(e).

REQUÊTE PRÉSENTÉE AUX TERMES DE *(Cocher la loi)*

la Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel.
OU

la Loi sur l'exploitation sexuelle d'enfants et la traite de personnes.

AVIS DE REQUÊTE

À L'INTIMÉ(E) : _____

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le (la) requérant(e). La demande présentée par le (la) requérant(e) est exposée dans la page suivante.

LA PRÉSENTE REQUÊTE sera entendue par un juge, le _____,
_____, à _____, à _____
_____ au Manitoba.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA REQUÊTE, vous-même ou un avocat du Manitoba vous représentant devez comparaître à l'audience.

SI VOUS DÉSIREZ PRÉSENTER UNE PREUVE DOCUMENTAIRE ET NOTAMMENT UNE PREUVE PAR AFFIDAVIT DEVANT LE TRIBUNAL, OU INTERROGER OU CONTRE-INTERROGER DES TÉMOINS RELATIVEMENT À LA REQUÊTE, vous-même ou votre avocat devez faire signifier une copie de la preuve à l'avocat du (de la) requérant(e) ou, si le (la) requérant(e) n'a pas retenu les services d'un avocat, au (à la) requérant(e) lui-même (elle-même), et la déposer, avec une preuve de signification, au greffe du tribunal où la requête doit être entendue, le plus tôt possible mais au plus tard à 14 h au moins sept jours avant l'audience.

SI VOUS NE COMPARAISSEZ PAS À L'AUDIENCE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Date

Délivré par _____
Registraire adjoint

(Adresse de la Court)

REQUÊTE

1. L'objet de la requête est le suivant :
 - a) une courte autorisation, au besoin;
 - b) que l'ordonnance de protection accordée par le juge de paix judiciaire _____
_____ le _____, dans la Cour provinciale du Manitoba à
l'encontre de _____ aux termes de :
(Cocher la loi)
 la *Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel.*
OU
 la *Loi sur l'exploitation sexuelle d'enfants et la traite de personnes.*
soit _____; et
 - c) toute autre mesure de redressement autorisée par l'honorable Cour.
2. Les motifs à l'appui de la requête sont les suivants :
 - a) Aux termes de la *Loi sur la Cour du Banc de la Reine* et des Règles de la Cour du
Banc de la Reine et de (Cocher la loi)
 la *Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel.*
OU
 la *Loi sur l'exploitation sexuelle d'enfants et la traite de personnes.*
_____; et
3. La preuve documentaire suivante sera utilisée lors de l'audition de la requête :
 - a) la requête en vue d'obtenir une ordonnance de protection;
 - b) la transcription de débats judiciaires;
 - c) l'affidavit de _____;
 - d) toute autre preuve autorisée par l'honorable Cour.

REMARQUE : La déclaration suivante ne doit être remplie que par la partie protégée par l'ordonnance qui dépose une requête en révocation (fin) de ladite ordonnance.

Je suis la personne qui fait la demande. L'intimé(e) et moi nous sommes fréquentés ou avons vécu ensemble dans une relation conjugale, maritale ou intime, ou avons eu un enfant ensemble : OUI NON

Date

Signature

(Imprimé votre nom)

N° de dossier : _____

COUR DU BANC DE LA REINE
(Division de la famille/civile)
CENTRE de _____

ENTRE :

- et -

requérant(e),

intimé(e).

AFFIDAVIT DE _____

Fait sous serment/Affirmé solennellement : _____

(Vos nom complet, adresse et numéro de téléphone)

**COUR DU BANC DE LA REINE
(Division de la famille/civile)
CENTRE de _____**

ENTRE :

requérant(e),

- et -

intimé(e).

AFFIDAVIT DE _____

Je soussigné(e), _____, de (du) _____ de

_____, dans la province du Manitoba,
DÉCLARE SOUS SERMENT (ou AFFIRME SOLENNELLEMENT) :

1. Je fais la présente requête et j'ai une connaissance personnelle des faits énoncés dans le présent affidavit, sauf ceux qui sont tenus par moi pour véridiques sur la foi de renseignements.
2. Une ordonnance de protection a été accordée par le juge de paix judiciaire _____ le _____, dans la Cour provinciale du Manitoba à l'encontre de _____ aux termes de :
(Cocher la loi)
 la *Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel.*
ou
 la *Loi sur l'exploitation sexuelle d'enfants et la traite de personnes.*
3. (Continuer en précisant chacune des raisons pour lesquelles vous demandez que l'ordonnance de protection soit annulée / modifiée / ou révoquée. Écrire votre explication sous forme de paragraphes numérotés. Insérer le nombre nécessaire de pages numérotées pour communiquer tous les faits pertinents.)

JE FAIS LE PRÉSENT AFFIDAVIT DE BONNE FOI ET À L'APPUI DE MON AVIS DE
REQUÊTE.

Fait sous serment/Affirmé }
solennellement devant moi dans la ville }
de Winnipeg dans la province du }
Manitoba, le _____ 20__.

Registraire adjoint pour le Manitoba }
ou commissaire à l'assermentation }
Mon mandat expire le _____ }

Signature du déposant

Écrire le nom en lettres moulées

N° de dossier : _____

**COUR DU BANC DE LA REINE
(division de la famille/civile)
CENTRE de _____**

ENTRE :

- et -

requérant(e),

intimé(e).

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION

(Vos nom complet, adresse et numéro de téléphone)

COUR DU BANC DE LA REINE
(division de la famille/civile)
CENTRE de _____

ENTRE :

requérant(e),

- et -

intimé(e).

AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION

1. Je soussigné(e) _____, ai le _____
signifié à personne _____ à _____.

- a. _____
- b. _____
- c. _____

2. Les moyens dont je dispose pour m'assurer de l'identité de _____
sont les suivants :

- a. _____
- b. _____

Fait sous serment/Affirmé }
solennellement devant moi dans la ville }
de Winnipeg dans la province du }
Manitoba, le _____ 20__.

Registraire adjoint pour le Manitoba }
ou commissaire à l'assermentation }
Mon mandat expire le _____ }

Signature du déposant

Écrire le nom en lettres moulées